



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

dotation d'installation

Question écrite n° 36477

Texte de la question

M. Yves Nicolin appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture et de la pêche au sujet de la disparition du fonds d'installation en agriculture et ses conséquences sur la politique d'installation des jeunes. En Rhône-Alpes, par exemple, grâce à une concertation entre les services de l'Etat, le conseil régional et les agriculteurs, plusieurs outils comme les fonds d'installation en agriculture ou les stages « reprise » ont été employés opportunément pour faciliter l'installation hors cadre familial et améliorer la transmission des exploitations agricoles. Malgré des critères de plus en plus restrictifs imposés par les pouvoirs publics pour des raisons d'économies budgétaires, le dispositif est opérationnel et fonctionne bien. Cependant, après les atteintes portées aux préretraites et aux opérations groupées d'aménagement foncier, il est envisagé la disparition du fonds d'installation en agriculture auquel se substitueraient quelques actions « installation » dans le cadre du contrat territorial d'exploitation. Or, on ne peut concevoir une agriculture à dimension humaine qui préserve ses emplois en mettant ainsi un coup d'arrêt à des orientations professionnelles responsables telles que la politique actuelle d'installation des jeunes agriculteurs. Il lui demande s'il entend renoncer à cette suppression du fonds d'installation en agriculture.

Texte de la réponse

Les mesures mises en oeuvre par le programme pour l'installation et le développement des initiatives locales (PIDIL) ont été financées successivement par différents fonds, le fonds pour l'installation et le développement des initiatives locales (FIDIL), puis le FIA. La création de ces instruments financiers a eu pour vocation de promouvoir des installations supplémentaires par rapport au flux des installations habituelles. En matière de projets d'installation, le souci d'élargir le recrutement des jeunes agriculteurs doit nécessairement s'accompagner d'une plus grande ouverture à la diversité des aspirations. En application de la loi d'orientation agricole du 9 juillet 1999, la mise en oeuvre du contrat territorial d'exploitation ouvre, à cet égard, de nouvelles perspectives permettant de faire accéder aux aides publiques certains jeunes, actuellement non éligibles aux aides à l'installation, en leur proposant des parcours d'accès plus progressifs à la profession de chef d'exploitation agricole. Dès lors que son projet répond aux critères de viabilité, le jeune candidat à l'installation qui choisit une voie originale mérite en effet d'être encouragé. Par ailleurs, les mesures les plus pertinentes permettant des installations hors cadre familial et assurant l'installation-transmission de l'exploitation pourront être transformées en mesures types dans le cadre des contrats territoriaux d'exploitation au titre du volet socio-économique. Ces mesures seront donc éligibles au financement du fonds de financement du contrat territorial d'exploitation. La mise en oeuvre du fonds de financement du contrat territorial d'exploitation, doté de 950 millions de francs dans le budget 2000, doit permettre de dynamiser l'installation-transmission des exploitations en prenant en compte les projets fondés sur l'accroissement de valeur ajoutée, la redistribution des activités entre les actifs de l'exploitation et, plus généralement, la modification du mode de production agricole en offrant de nouvelles perspectives aux candidats à l'installation. Les fonctions multiples de l'agriculture sont ainsi clairement réaffirmées dans ce nouveau dispositif. Un groupe de travail paritaire se réunira au cours du mois de novembre pour définir les modalités de mise en application de ces mesures types.

Données clés

Auteur : [M. Yves Nicolin](#)

Circonscription : Loire (5^e circonscription) - Démocratie libérale et indépendants

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 36477

Rubrique : Agriculture

Ministère interrogé : agriculture et pêche

Ministère attributaire : agriculture et pêche

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 25 octobre 1999, page 6110

Réponse publiée le : 13 décembre 1999, page 7113